

## Télévision, disruption et nouvelles régulations

Sadok Hammami<sup>1</sup>

### Introduction : la disruption comme cadre d'analyse

Les travaux de la Conférence permanente de cette année sont marqués, sans aucun doute, par une conjoncture géopolitique internationale extrêmement complexe et particulière. Elle annonce, en même temps qu'elle confirme, des changements significatifs et de taille dans l'état du monde.

L'état actuel du monde n'est pas uniquement marqué par le retour de la violence et des conflits dans les relations internationales. Il est également marqué par ce qu'on appelle aujourd'hui une « nouvelle révolution informationnelle », celle de l'intelligence artificielle (IA), qui s'annonce source d'innombrables désordres : désordre dans le monde du travail (d'où les annonces catastrophistes d'un *job-calyipse*, c'est-à-dire d'un effondrement de l'emploi, voire même de la fin de l'emploi), et surtout d'une *infocalypse*, selon l'expression de Nina Schick (2020) dans son livre *Deepfakes: The Coming Infocalypse*, c'est-à-dire l'effondrement des systèmes (institutionnels et cognitifs) qui ont permis aux sociétés humaines de s'informer de façon plus ou moins rationnelle.

Selon le Reuters Institute Digital News Report 2025, 58 % des personnes interrogées se disent incertaines de leur capacité à distinguer le vrai du faux dans l'actualité en ligne (Newman, 2025, p. 11).

Récemment, Éric Sadin, un des penseurs de l'IA les plus critiques, a annoncé dans un entretien au magazine français « Le Point » que « dans deux ans on ne croira plus rien à ce qu'on voit »<sup>2</sup>.

Alors, comment donner sens à ces désordres convergents ? En vérité, ces deux principaux désordres auxquels je fais référence, qui touchent la géopolitique internationale et les sphères publiques, c'est-à-dire le retour de la conflictualité et la fin de la capacité à distinguer le vrai du faux, ne doivent pas être appréhendés comme de simples crises passagères. Ils doivent être rapportés, selon moi, à un phénomène plus large et plus profond que nous pouvons désigner par le terme de disruption.

Le terme disruption est depuis quelques années convoqué pour rendre intelligible divers phénomènes. Sa pertinence première est de désigner un état de désordre permanent et irréversible, contrairement à la crise qui, elle, désignerait un état de désorganisation et de tension après lequel un retour à l'équilibre reste possible, un événement imprévu et potentiellement destructeur — exogène, ponctuel.

---

<sup>1</sup>Sadok Hammami est professeur des universités et directeur de l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI). Il a été directeur du Centre Africain de Perfectionnement des Journalistes et des Communicateurs (CAPJC) de 2015 à 2017, membre du premier Conseil de presse de Tunisie (de 2020 à 2024), et président de la commission de doctorat et habilitation en sciences de l'information et de la communication de l'IPSI. Ses travaux portent sur les médias, les technologies numériques et la communication politique en Tunisie et dans le monde arabe. Ses deux derniers ouvrages sont : « De la transition à la disruption. Techno-media, opinion et politique en Tunisie », éd. Nirvana (2025) et « La société tunisienne à l'ère algorithmique » (en arabe), éd. Nirvana (2026). Site web : <https://www.sadokhammami.net/> — Google Scholar : <https://bit.ly/2TSqB4W> — Chaîne YouTube : <https://shorturl.at/gkyFU>

<sup>2</sup>Sadin, É. (2025). Entretien au magazine Le Point. [www.lepoint.fr/high-tech-internet/nouveau-generateur-dimages-de-chatgpt-dans-deux-ans-on-ne-croira-plus-rien-de-ce-quon-voit-45HZ6B4RMRDG3KJC7NEADBKXNM/](http://www.lepoint.fr/high-tech-internet/nouveau-generateur-dimages-de-chatgpt-dans-deux-ans-on-ne-croira-plus-rien-de-ce-quon-voit-45HZ6B4RMRDG3KJC7NEADBKXNM/)

La disruption au contraire renvoie à des transformations profondes et durables, irréversibles : un renversement des structures établies, une redéfinition des règles du jeu, et une refondation des cadres de pensée et d'action. La disruption est ainsi l'environnement des crises.

Je me suis personnellement intéressé à la question de la disruption dans mon avant-dernier ouvrage « De la transition à la disruption. Techno-media, opinion et politique en Tunisie » (Hammami, 2025) pour comprendre la double évolution politique et médiatique dans le contexte tunisien et plus particulièrement comment les technologies numériques (ou le numérique) ont profondément marqué de façon disruptive l'histoire politique récente de la Tunisie.

De mon point de vue, le concept de disruption est le plus apte actuellement à rendre intelligible un ensemble de phénomènes et d'évolutions en rapport avec les technologies numériques d'une part et avec la condition actuelle de la télévision et de son avenir dans nos sociétés respectives d'autre part.

Sans exposer de façon détaillée les différentes évolutions ainsi que les différents contenus associés au concept de disruption, je m'arrêterai sur deux contributions qui me semblent décisives pour comprendre la problématique actuelle de la télévision.

D'abord le court essai « The Digital Disruption : Connectivity and the Diffusion of Power », d'Eric Schmidt et Jared Cohen, publié en 2010 par deux hauts responsables de Google (Schmidt & Cohen, 2010). Dans cet essai, Eric Schmidt et Jared Cohen ont annoncé une des conséquences majeures des technologies numériques, à savoir la désintermédiation et la redistribution des pouvoirs politique, économique et social.

Déjà quelques années plus tôt, en 2006, se répandait l'idée d'un déclin de la télévision, comme l'annonçait Jean-Louis Missika dans son livre « La fin de la télévision » (Missika, 2006).

La seconde contribution, plus radicale encore, est celle du philosophe français Bernard Stiegler (2016), sans doute le philosophe qui a le plus saisi l'essence du numérique et ses conséquences anthropologiques autant sur les individus que sur les sociétés. Pour Stiegler, ce qu'il appelle le « numérique intégral » engendrerait une rupture structurelle irréversible : c'est une sorte de désynchronisation permanente entre le rythme du changement technologique et la capacité des sociétés à l'assimiler.

Pour Stiegler, la disruption n'est pas seulement une innovation technologique (comme dans les analyses de Christensen (1997) sur les effets des « innovations de rupture »), mais un processus destructeur qui court-circuite les systèmes sociaux, psychiques et biophysiques, menant à une entropie accélérée.

C'est que le « numérique intégral » est une réticulation universelle (une mise en réseaux) à une vitesse surpassant toute volonté humaine. Autrement dit, ce que désigne Stiegler par le « numérique intégral » est un mouvement d'innovation technologique fulgurant qui bouleverse tout : les façons de vivre, de penser et l'organisation politique et sociale des sociétés.

Aujourd'hui, le capitalisme dit de surveillance (Zuboff, 2019) capture les données personnelles de centaines de millions de personnes, leur attention, et altère leur capacité à penser et à percevoir le monde et le réel.

Analyser la télévision du point de vue de la disruption et plus particulièrement à partir de la perspective stieglérienne nous invite à ne pas considérer la technologie uniquement comme une force de désorganisation, de désordre, mais également comme un dispositif d'organisation et d'émancipation, que l'homme peut réorienter à des fins authentiquement humaines.

C'est dans ce cadre analytique où les technologies sont à la fois problème et solution, un poison et un remède, comme dirait Stiegler, que je voudrais penser la question de la condition de la télévision, et notamment la télévision publique.

### **1. Les quatre dimensions interdépendantes de la disruption**

Je propose de saisir la situation actuelle de la télévision au croisement de quatre dimensions de la disruption. La première, technologique, tient à la plateformes, la deuxième, politique, au recul de la confiance, la troisième, géopolitique, aux ingérences numériques et aux enjeux de souveraineté, la quatrième, culturelle, à l'économie de l'attention et à la « souveraineté cognitive ».

Ces quatre dimensions forment un système de désordres et de ruptures mutuellement amplificatrices. Ce cadre analytique sera complété par une approche de l'intelligence artificielle comme amplificateur systémique des quatre dimensions.

Examinons à présent chacune de ces dimensions, en commençant par la disruption technologique.

La disruption technologique d'abord porte sur un aspect particulier, celui de la plateformes. Celle-ci renvoie à une rupture de modèle, dans la mesure où elle affecte et reconfigure les chaînes de valeur de la télévision. La production, la distribution et la monétisation de l'information sont aujourd'hui captées par des plateformes numériques qui obéissent à une logique algorithmique d'engagement et non d'information.

La disruption politique renvoie en même temps au recul de la confiance envers les médias et à l'illibéralisme médiatique.

Cette défiance s'inscrit dans une tendance longue, qui touche également la justice, le Parlement et l'ensemble des institutions démocratiques.

Selon le rapport Edelman Trust Barometer (Edelman, 2025), 61 % de la population mondiale exprime un sentiment modéré ou élevé de « grief » (grievance) envers les institutions, et ceux ayant un sentiment élevé de grief se méfient des quatre institutions en particulier : entreprises, gouvernements, médias et ONG<sup>3</sup>.

L'illibéralisme médiatique désigne un mouvement qui ne se contente pas de critiquer les élites, mais qui attaque activement les fondements libéraux de la démocratie : liberté de la presse, indépendance des médias et pluralisme.

La disruption géopolitique porte sur deux aspects. L'information comme arme géopolitique d'abord. L'espace numérique est devenu un champ de bataille géopolitique à part entière. Les campagnes de désinformation organisées par des États constituent des outils d'influence à faible coût et à fort impact. L'autre aspect de la disruption géopolitique porte sur la souveraineté numérique comme enjeu stratégique. Face aux ingérences et à la concentration des infrastructures numériques entre les mains d'acteurs privés américains ou chinois, la souveraineté numérique est devenue une priorité stratégique pour les États.

La quatrième et dernière dimension : la disruption culturelle. Elle est principalement liée aux effets de l'économie de l'attention.

Dans l'environnement numérique, ce n'est plus l'information qui est rare, c'est l'attention. Les plateformes algorithmiques, américaines et chinoises, se livrent une compétition permanente pour capter et retenir l'attention des utilisateurs, au détriment de la qualité de l'information, de l'intérêt singulier que développent les utilisateurs pour des contenus librement choisis.

---

<sup>3</sup>Edelman. (2025). *2025 Edelman Trust Barometer Global Report*.  
[https://www.edelman.com/sites/g/files/aatuss191/files/2025-01/2025%20Edelman%20Trust%20Barometer%20Global%20Report\\_01.23.25.pdf](https://www.edelman.com/sites/g/files/aatuss191/files/2025-01/2025%20Edelman%20Trust%20Barometer%20Global%20Report_01.23.25.pdf)

Mais la disruption culturelle est également liée à la fatigue informationnelle. L'exposition permanente aux informations se transforme en expérience émotionnelle éprouvante générant stress et anxiété et s'accompagnant de surcharge cognitive. La fatigue informationnelle débouche de plus en plus sur des pratiques inédites d'évitement de l'information. Elle annonce et exprime en même temps une fatigue politique, c'est-à-dire un désintérêt pour la chose publique (Robertson, 2025).

Les pratiques informationnelles des générations Z (nées entre 1997 et 2012) et Alpha (nées après 2013) illustrent parfaitement ces nouveaux rapports à l'information faits de fatigue et d'évitement. Ces générations entretiennent un rapport fondamentalement différent à l'information. Natifs numériques, ils consomment l'information principalement via les réseaux sociaux, privilégient le format court et vidéo, et font moins confiance aux médias institutionnels.

## **2. L'écosystème de la télévision**

Après avoir identifié les quatre dimensions de la disruption, j'en viens maintenant à l'analyse de l'écosystème concret dans lequel évolue la télévision aujourd'hui. Cet écosystème peut être appréhendé à travers une série de transformations.

La première transformation porte sur la fragmentation de la sphère publique et ses implications pour la télévision. Les systèmes algorithmiques de recommandation personnalisée créent des univers informationnels<sup>4</sup> personnalisés qui exposent l'utilisateur à des contenus conformes à ses préférences antérieures. C'est un phénomène principalement technologique. Il est produit par les algorithmes, indépendamment de la volonté consciente de l'utilisateur.

Dans ce contexte, la télévision, en particulier publique, représente un des rares espaces médiatiques susceptibles d'exposer des publics divers à un récit commun partagé. Sa fragilisation aggrave mécaniquement la fragmentation.

La deuxième transformation qui affecte l'écosystème télévisuel est celle de la désinformation et son institutionnalisation, les deepfakes et les ingérences numériques étrangères<sup>5</sup>.

La désinformation, entendue ici comme information fautive diffusée délibérément dans le but de tromper ou de manipuler<sup>6</sup> (Wardle et Derakhshan, 2017) a changé de nature. Longtemps phénomène diffus, elle est désormais mobilisée par des États, dans le cadre d'opérations coordonnées visant à déstabiliser des régimes politiques, à peser sur des scrutins, ou à éroder la confiance dans les institutions.

---

<sup>4</sup> Selon Eli Pariser « A filter bubble is your own personal universe of information that's been generated by algorithms that are trying to guess what you're interested in. And increasingly online we live in these bubbles. They follow us around. They form part of the fabric of most websites that we visit and I think we're starting to see how they're creating some challenges for democracy ».

Pariser, E. Facebook algorithm filter bubble. Big Think. <https://bigthink.com/the-present/facebook-algorithm-filter-bubble/>

<sup>5</sup> Commission européenne. (2025, 8 juillet). Countering foreign interference and cyberattacks. Union européenne. [https://commission.europa.eu/topics/countering-information-manipulation/countering-foreign-interference-and-cyberattacks\\_fr](https://commission.europa.eu/topics/countering-information-manipulation/countering-foreign-interference-and-cyberattacks_fr)

<sup>6</sup> Selon le rapport les désordres de l'information : Vers un cadre interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration des politiques », la désinformation est une « Information fautive délibérément créée pour porter préjudice à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays. », la Mésinformation est « Information fautive, mais qui n'est pas créée dans l'intention de Nuire » et l'information malveillante. « Information fondée sur des faits réels, utilisée pour porter Préjudice à une personne, une organisation ou un pays ». (Wardle et Derakhshan, 2017)

Quant aux deepfakes, ils constituent une menace pour la crédibilité télévisuelle. Les deepfakes s'attaquent directement au principe de crédibilité de l'image audiovisuelle sur lequel repose l'autorité épistémique de la télévision (en tant que dispositif de connaissance du réel). Si l'on ne peut plus faire confiance à ce que l'on voit, le média télévisuel perd son avantage comparatif fondamental.

La troisième transformation de cet écosystème de la télévision concerne la désintermédiation et la montée de l'incarnation.

La désintermédiation désigne la suppression des intermédiaires traditionnels, journalistes, éditeurs, diffuseurs, dans la chaîne de circulation de l'information. Les réseaux sociaux permettent à tout acteur de diffuser directement ses récits sans validation éditoriale.

Dans le même sens, le contournement des médias désigne le processus par lequel les acteurs politiques, et notamment les populistes, contournent délibérément les médias traditionnels pour s'adresser directement à leurs publics. Ce faisant, ils privent les journalistes de leur rôle de médiateur critique du discours politique.

Un autre aspect lié au rapport aux médias relève d'un changement de paradigme lié à l'incarnation. Désigné par l'expression « shift toward personality in journalism »<sup>7</sup>, ce changement de paradigme renvoie à un transfert de l'autorité référentielle : la confiance des publics se déplace des institutions médiatiques vers les individus qui les incarnent.

Ce déplacement se traduit concrètement par l'émergence de ce que le Pew Research Center (2024) qualifie de « news influencers », des individus disposant de larges audiences sur les réseaux sociaux, qui diffusent régulièrement des contenus d'actualité en dehors de tout rattachement institutionnel.

Le Digital News Report 2024 du Reuters Institute confirme cette dynamique à l'échelle internationale : sur les réseaux visuels comme TikTok, Instagram et YouTube, les publics déclarent accorder davantage d'attention aux personnalités et créateurs qu'aux marques médiatiques traditionnelles (Newman et al., 2024).

Ce changement paradigmatique est diversement perçu auprès des télévisions méditerranéennes, dans la mesure où la problématique de l'influence et la nécessité de repenser la présence individuelle des journalistes dans la sphère numérique sont encore limitées.

### **3. Principes d'un renouvellement démocratique de la télévision**

J'en arrive maintenant à ce que j'appelle le renouvellement de la télévision publique face à ces disruptions.

Face à la fragmentation de la sphère publique, à la désinformation institutionnalisée et à la désintermédiation politique, à la montée des demandes d'incarnation dans l'information et au recul de la confiance, la télévision publique se trouve dans une position paradoxale : affaiblie dans ses audiences, elle demeure l'un des rares dispositifs médiatiques capables de produire une expérience partagée de l'information à l'échelle nationale, là où les plateformes ne font que fragmenter et personnaliser. Elle peut aussi proposer aux citoyens des informations vérifiées institutionnellement, à rebours de la désinformation. Et elle peut entretenir, pour la vie politique, un espace de délibération que la désintermédiation tend précisément à dissoudre.

L'analyse des deux premiers axes pourrait conduire à un constat de déclin irréversible des médias et de la télévision en particulier, du fait même d'un écosystème systématiquement

---

<sup>7</sup> Newman, N. (12 janvier 2026). *Journalism, media, and technology trends and predictions 2026*. Reuters Institute for the Study of Journalism. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/journalism-media-and-technology-trends-and-predictions-2026>

défavorable, dans lequel règnent les plateformes (de Netflix à YouTube) et où règne la défiance généralisée vis-à-vis des élites, et des journalistes en particulier, et où la place des influenceurs et des créateurs de contenus ne cesse de grandir.

À cet égard, nous constatons que les médias d'information de confiance, notamment les médias de service public dans de nombreux pays, restent les sources les plus fréquemment citées par les utilisateurs pour vérifier la véracité d'une information en ligne, au même titre que les sources officielles (gouvernementales).

Selon le Reuters Institute Digital News Report 2025 (Newman, 2025) : « les médias d'information de confiance — y compris les organisations de service public dans de nombreux pays — demeurent les sources les plus fréquemment citées par les individus pour vérifier la véracité d'une information en ligne, au même titre que les sources officielles (gouvernementales) »<sup>8</sup>

De la sorte, l'audience de la télévision recule, alors même que les publics lui font encore confiance lorsqu'il s'agit de vérifier une information.

Les données récentes de l'EBU viennent étayer ce diagnostic. Selon le rapport *Trust in Media* de l'EBU Media Intelligence Service (2025), les médias de service public constituent, au sein de l'Union européenne, la source d'information la plus fiable, avec 48 % des citoyens leur accordant leur confiance, contre 38 % pour la presse écrite, 29 % pour les diffuseurs commerciaux, 14 % pour les plateformes vidéo et 9 % seulement pour les influenceurs sur les réseaux sociaux. Ce résultat se vérifie dans 91 % des marchés européens étudiés. Mais l'enquête de l'EBU établit également une corrélation entre le niveau de confiance accordé aux médias de service public et le niveau de polarisation sociétale : plus une société fait confiance à ses médias publics, moins elle est polarisée.

Ce paradoxe me paraît offrir un point d'appui, plutôt que sanctionner une faiblesse. La télévision dispose encore d'un crédit de confiance, même réduit, sa tâche est moins d'exister coûte que coûte que d'honorer ce crédit.

Dans un récent article intitulé « Keeping Democracies Alive: The Role of Public Service Media », Martin Moore (2024), directeur du Centre for the Study of Media, Communication and Power à King's College London, résume la finalité de cette bataille en disant que « alors que nos espaces numériques se transforment en véritables décharges informationnelles, encombrées de textes générés par des bots et des IA, et de contenus racoleurs, le besoin du public en médias stables, fiables et vérifiés s'intensifie. »<sup>9</sup>

### **Une vision normative de la télévision**

Ce renouvellement ne peut se faire sans un cadre normatif explicite. Par cadre normatif, j'entends une vision des médias et de leurs rôles dans la société à partir d'une conception de la société et de la politique.

---

<sup>8</sup>Newman, N. (2025, 17 juin). Overview and key findings of the 2025 Digital News Report. Reuters Institute for the Study of Journalism. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2025/dnr-executive-summary>

<sup>9</sup>Moore, M. (2024). Keeping Democracies Alive: The Role of Public Service Media. *The Political Quarterly*, 95(1), 108-112. <https://doi.org/10.1111/1467-923X.13359>

Par ailleurs, cette vision normative fonde des modèles d'évaluation des régimes politiques (tels que celui du Democracy Index<sup>10</sup> ou de l'IDEA<sup>11</sup>), mais également des systèmes médiatiques tels que les Indicateurs de développement des médias de l'UNESCO<sup>12</sup>.

Ce n'est donc pas de n'importe quel modèle de télévision qu'il s'agit, mais d'une télévision qui est au cœur d'une société fondée sur deux principes fondateurs : les libertés de penser et d'expression. Une télévision qui informe, régule le débat public en tant que dispositif essentiel à une sphère publique de délibération et de communication.

Dans ce sens, il me semble qu'à partir du diagnostic que j'ai établi, le rôle principal que la télévision publique doit assumer pleinement et efficacement est celui de se constituer en espace de partage d'un monde commun.

L'idée d'un monde commun est indissociablement liée à un modèle de société pluraliste qui reconnaît la liberté des individus de se définir de façon autonome et libre. La société pluraliste reconnaît cette pluralité des croyances, des styles de vie et des choix de vie. Mais cette pluralité peut se muer en une conflictualité intégrale empêchant la société même d'exister en tant que collectif.

Dans mes travaux, j'ai toujours reconnu et assumé cette visée normative de l'analyse des médias, en me référant toujours à une idée essentielle de Hannah Arendt qu'elle a développée dans son livre « Condition de l'homme moderne ». Pour Arendt, la pluralité ne doit pas éclipser la nécessité d'un réel commun partagé. Le monde commun, dit Arendt, « prend fin lorsqu'on ne le voit que sous un seul aspect, lorsqu'il n'a le droit de se présenter que dans une seule perspective » (Arendt, 1983, p.110)

Dans un environnement fragmenté par les algorithmes et les chambres d'écho, les stratégies politiques d'hyper-conflictualisation de la société, la « guerre civile de l'information » (Boltanski & Esquerre, 2022) et les rhétoriques de polarisation, la télévision publique dispose d'un atout unique : elle peut encore produire une expérience partagée de l'information et du réel.

Les plateformes algorithmiques ne sauraient générer ce type de bien commun. C'est même au creux de la disruption algorithmique que se loge la fonction nouvelle de la télévision publique.

La disruption algorithmique crée précisément le manque que la télévision peut combler. L'appauvrissement de la sphère publique numérique rend la télévision plus nécessaire, à condition qu'elle accepte de jouer ce rôle consciemment.

#### **a) La redevabilité et l'ouverture au public, conditions de légitimité**

Le deuxième principe inhérent au renouvellement nécessaire de la télévision porte sur la redevabilité et l'ouverture au public : c'est une condition de légitimité.

Dans l'ère du soupçon, de la défiance, de la désinformation et de l'infocalypse, la légitimité de la télévision ne peut plus être simplement proclamée, elle doit être démontrée.

La redevabilité désigne l'obligation pour une institution médiatique de rendre compte de ses choix éditoriaux, de ses financements et de ses processus à ceux qu'elle prétend servir.

---

<sup>10</sup> Economist Intelligence Unit. (2026). Democracy Index 2025: Democracy stabilises after eight years of decline. <https://www.eiu.com/n/global-themes/democracy-index/>

<sup>11</sup> International Institute for Democracy and Electoral Assistance. (s. d.). *Global State of Democracy Indices*. <https://www.idea.int/data-tools/tools/global-state-democracy-indices>

<sup>12</sup> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (s. d.). *Indicateurs de développement des médias*. <https://www.unesco.org/fr/media-development-indicators>

Les dispositifs de la redevabilité démocratique des médias incluent les chartes éditoriales, les mécanismes de plaintes et de médiation, la transparence financière et, plus généralement, l'acceptation du principe fondamental selon lequel le média public doit en permanence légitimer son utilité pour la société.

La redevabilité ne peut se limiter à la transparence, elle doit inclure une dimension participative. L'ouverture et le dialogue avec le public supposent ainsi une télévision délibérative.

En ce sens, si la télévision veut reconquérir la confiance des publics, elle doit inventer des formes nouvelles de dialogue avec eux, les traiter comme des citoyens, non comme des consommateurs ou des sujets passifs.

### **b) L'autonomie et l'indépendance éditoriale**

Le troisième principe, sans doute le plus décisif, est celui de l'indépendance éditoriale. C'est également une des conditions nécessaires de la reconquête de la confiance dans l'ère du soupçon.

Il existe désormais des preuves empiriques, non plus uniquement normatives, du lien entre indépendance des médias publics et qualité démocratique.

Dans une étude d'un très grand intérêt, intitulée *Funding Democracy: Public Media and Democratic Health in 33 Countries*, publiée en 2024, les deux chercheurs Neff et Pickard (2024) ont démontré les corrélations systématiques et positives entre, d'une part, des dispositifs de financement et des protections institutionnelles solides pour les médias publics assurant leur indépendance politique et économique et, d'autre part, la bonne santé de la démocratie.

On voit là par conséquent l'intérêt pour une société de disposer de médias publics indépendants, viables et jouissant de la confiance des citoyens.

L'indépendance éditoriale ne relève pas d'un choix institutionnel parmi d'autres : elle conditionne la santé démocratique elle-même.

Cela veut dire que plus une télévision publique est autonome et distante des pouvoirs politiques, plus elle est susceptible de bénéficier de la confiance du public.

### **c) Renouveler les programmes, les langages et les supports**

Le quatrième et dernier principe concerne l'innovation. Face à la fatigue informationnelle et à l'évitement informationnel, déjà évoqués, la télévision doit renouveler ses formats éditoriaux.

Le journalisme de solutions (*solutions journalism*) — qui ne se contente pas d'exposer les problèmes, mais explore les réponses possibles — ou encore le journalisme explicatif (*Explanatory journalism*), cette approche pédagogique qui décrypte et éclaire la complexité de l'actualité, figurent parmi les pistes les mieux documentées pour reconquérir les publics, notamment les jeunes.

L'innovation dans les supports est également un impératif majeur. Elle consiste à développer une stratégie multiplateforme souveraine : être présent sur les réseaux où se trouvent les jeunes publics, tout en maintenant la télévision comme espace de référence.

L'enjeu n'est pas d'abandonner la télévision au profit des plateformes — ce serait une stratégie suicidaire, qui offrirait à des acteurs privés un contenu public de qualité dont eux seuls profiteraient.

Le renouvellement du langage télévisuel ne signifie pas, bien sûr, singer les codes des influenceurs, cela ne ferait que renforcer la concurrence sur leur terrain. Il signifie assumer ce que la télévision sait faire et que les plateformes ne peuvent pas offrir : la profondeur, la

vérification, la contextualisation, l'enquête. C'est sur ces attributs que la télévision doit reconstruire son identité et sa valeur ajoutée.

#### **4. L'enjeu de l'intelligence artificielle**

J'en arrive maintenant à un enjeu transversal qui amplifie toutes les dimensions que j'ai analysées. J'ai en effet qualifié l'IA, dans le cadre de la conceptualisation de la disruption comme écosystème de la télévision, comme une force qui aggrave les autres formes de disruptions technologique, politique, géopolitique et culturelle. En cela elle est une méta-disruption.

##### **a) L'IA comme méta-disruption**

L'IA intensifie simultanément chacune des quatre dimensions de la disruption de la télévision identifiées. Comprise au sens large comme l'ensemble des systèmes capables d'automatiser des processus cognitifs, des algorithmes de recommandation aux modèles génératifs de synthèse de contenus, l'IA reconfigure structurellement les conditions de production, de diffusion et de réception de l'information.

Au niveau de la disruption technologique : l'IA générative industrialise la désinformation à une échelle inédite. Les audiences font face à une « crise d'authenticité » croissante et peinent à distinguer contenu humain et contenus générés artificiellement.

L'IA accroît la disruption politique en renforçant la désintermédiation politique en permettant aux acteurs politiques de produire et diffuser des messages personnalisés à grande échelle, court-circuitant les médiateurs éditoriaux et médiatiques.

L'IA amplifie également les interventions numériques étrangères. Elle permet aux acteurs étatiques ou non étatiques de déployer des campagnes de désinformation massives et personnalisées, à faible coût et difficiles à attribuer.

Enfin, l'IA approfondit la crise de la souveraineté cognitive, dans la mesure où elle érode la capacité des individus à former librement leur jugement.

De la sorte, l'IA empoisonne la télévision publique par au moins deux vecteurs simultanés. D'abord, la concurrence asymétrique des plateformes algorithmiques. Armées de l'IA, ces plateformes produisent et distribuent des contenus personnalisés à coût marginal nul, là où la télévision publique doit financer une production éditoriale de qualité.

La dépendance croissante des organisations médiatiques à des outils IA propriétaires ensuite, érode leur autonomie éditoriale et leur souveraineté technologique.

##### **b) L'intelligence artificielle comme pharmakon de la télévision publique**

L'IA ne se réduit toutefois pas à une menace. Le concept stieglérien de pharmakon (Stiegler, 2016) en éclaire l'ambivalence : pour la télévision publique, elle est simultanément poison et remède — ce qui en fait, au fond, un objet de choix politique.

L'IA offre à la télévision publique des ressources inédites pour accomplir sa mission démocratique. Elle améliore l'accessibilité aux médias grâce à la traduction automatique, au sous-titrage en temps réel, à l'adaptation des contenus à des publics diversifiés. Grâce à cette accessibilité, l'IA peut démocratiser l'accès à l'information publique.

Les outils de fact-checking assisté par IA peuvent renforcer la crédibilité éditoriale, en mobilisant pour la vérification les mêmes technologies qui alimentent, par ailleurs, les flux de désinformation

L'IA peut permettre à la télévision publique d'être plus innovante. L'IA est ainsi exploitée pour produire des formats nouveaux, personnalisés, interactifs, multilingues, susceptibles de reconquérir des publics jeunes sans sacrifier la rigueur journalistique.

**Conclusion : réguler la télévision comme pharmakon démocratique**

Au terme de notre courte enquête sur la condition de la télévision dans un monde fait de disruptions, on peut affirmer que la télévision publique est à la fois victime et réponse à ces disruptions.

La télévision subit de plein fouet la désintermédiation et la concurrence algorithmique. Mais elle est le seul dispositif capable de produire ce que ni les marchés ni les plateformes ne peuvent générer, c'est-à-dire une expérience partagée de l'information à l'échelle nationale, comme réponse directe à la fragmentation des audiences et à la personnalisation algorithmique.

La télévision offre également aux citoyens des informations institutionnellement vérifiées, comme réponse directe à la désinformation. Elle assure à la vie politique un espace de délibération ouvert à tous les citoyens, réponse directe à la désintermédiation politique.

La condition de cette réponse est que la télévision accepte d'assumer explicitement ce rôle normatif, démocratique, non commercial, souverain.

Et c'est là un autre paradoxe, la télévision publique peut être considérée aujourd'hui comme un média alternatif aux médias sociaux, longtemps considérés comme une alternative aux médias professionnels.

La télévision que cette analyse appelle n'est pas n'importe laquelle. Pour répondre aux disruptions, elle doit être démocratique avant d'être commerciale, souveraine dans ses choix techniques, et ouverte à la délibération citoyenne.

Pour exister et résister aux disruptions, elle doit faire l'objet d'un choix politique autant qu'éditorial. Car la disruption exige une politique de réorientation de la technologie, une refondation des politiques publiques médiatiques.

Il incombe aux pouvoirs publics de réaffirmer cette vision politique d'une télévision comme une institution épistémique essentielle à la démocratie et à la société.

Il est également de leur responsabilité d'assurer les conditions d'exercice de cette mission, c'est-à-dire l'indépendance vis-à-vis des pressions politiques et commerciales, la redevabilité envers les publics et les organes de régulation et la soutenabilité financière et juridique, et la capacité d'innovation permettant d'évoluer avec les usages numériques.

Ce sont les principes que j'ai développés dans mon intervention, qui doivent fonder la nouvelle régulation de la télévision.

Mais la responsabilité la plus nouvelle, et peut-être, la plus décisive pour l'avenir consiste à réguler le rapport de la télévision publique aux systèmes algorithmiques et à l'IA.

Un dernier mot. La régulation de la télévision dans l'ère de la disruption excède de loin la technique juridique : c'est une question politique, et même la question politique de notre temps en matière d'information — celle de savoir si nos sociétés abandonneront l'espace informationnel aux seules logiques du marché, des algorithmes, ou des acteurs hostiles aux libertés.

La télévision publique, à condition d'être indépendante, redevable et innovante, reste l'un des instruments les plus puissants dont disposent les pouvoirs publics pour répondre à cette question.

## Bibliographie

- Arendt, H. (1983). *Condition de l'homme moderne* (G. Fradier, trad.). Calmann-Lévy. (Ouvrage original publié en 1958)
- Boltanski, L., & Esquerre, A. (2022). *Qu'est-ce que l'actualité politique ? Événements et opinions au XXI<sup>e</sup> siècle*. Gallimard.
- Christensen, C.M. (1997). *The innovator's dilemma : When new technologies cause great firms to fail*. Harvard Business School Press.
- Edelman. (2025). *2025 Edelman Trust Barometer Global Report*. <https://www.edelman.com/trust/2025/trust-barometer>
- European Broadcasting Union. (2025). *Trust in media 2025*. EBU Media Intelligence Service. <https://www.ebu.ch/mis>
- European External Action Service (EEAS). (2023). *1st EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats: Towards a framework for networked defence*. EEAS Strategic Communications Division. <https://www.eeas.europa.eu/>
- Hammami, S. (2025). *De la transition à la disruption : Techno-media, opinion et politique en Tunisie*. Éditions Nirvana.
- Missika, J.-L. (2006). *La fin de la télévision*. Seuil.
- Moore, M. (2024). Keeping democracies alive : The role of public service media. *The Political Quarterly*, 95(1), 108-112. <https://doi.org/10.1111/1467-923X.13359>
- Neff, T., & Pickard, V. (2024). Funding democracy : Public media and democratic health in 33 countries. *The International Journal of Press/Politics*, 29(1), 173-201. <https://doi.org/10.1177/19401612211060255>
- Newman, N. (2025, 17 juin). *Overview and key findings of the 2025 Digital News Report*. Reuters Institute for the Study of Journalism. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2025/dnr-executive-summary>
- Newman, N., Fletcher, R., Robertson, C. T., Eddy, K., & Nielsen, R. K. (2024). *Digital News Report 2024*. Reuters Institute for the Study of Journalism.
- Pew Research Center. (2024, 18 novembre). *America's news influencers* (G. Stocking, L. Wang, M. Lipka, K. E. Matsa, R. Widjaya, E. Tomasik & J. Liedke). <https://www.pewresearch.org/journalism/2024/11/18/americas-news-influencers/>
- Robertson, C. T. (2025, February 21). People are turning away from the news. Here's why it may be happening. Reuters Institute for the Study of Journalism. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/news/people-are-turning-away-news-heres-why-it-may-be-happening>
- Sadin, É. (2025). *Entretien*. Le Point. <https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/nouveau-generateur-dimages-de-chatgpt-dans-deux-ans-on-ne-croira-plus-rien-de-ce-quon-voit-45HZ6B4RMRDG3KJC7NEADBKXNM/>
- Schick, N. (2020). *Deepfakes: The coming infocalypse*. Twelve.
- Schmidt, E., & Cohen, J. (2010). The digital disruption : Connectivity and the diffusion of power. *Foreign Affairs*, 89(6), 75-85.
- Stiegler, B. (2016). *Dans la disruption : Comment ne pas devenir fou ?* Les Liens qui Libèrent.
- Uslaner, E. M. (2002). *The moral foundations of trust*. Cambridge University Press.
- Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Les désordres de l'information : Vers un cadre interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration des politiques* (Rapport du Conseil de l'Europe DGI(2017)09). Conseil de l'Europe. <https://rm.coe.int/les-desordres-de-l-information-vers-un-cadre-interdisciplinaire-pour/1680766465>
- Zuboff, S. (2019). *The age of surveillance capitalism: The fight for a human future at the new frontier of power*. PublicAffairs.